



ASSEMBLEE NATIONALE

LOI n° 2014 – 029

**autorisant la ratification de l'Accord signé le 19 novembre 2008
entre le Gouvernement de la République de Madagascar
et la Confédération Suisse, relatif à la Promotion et la Protection
réciproque des Investissements**

EXPOSE DES MOTIFS

La mondialisation de l'économie est devenue irréversible.

Un des avantages de ce processus est la possibilité offerte à tout pays d'accéder au marché international d'investissement. En effet, des capitaux énormes sont disponibles et sont prêts à s'investir là où les conditions sont favorables et dans les pays présentant un peu plus de sécurité en termes d'environnement des affaires.

Actuellement, Madagascar a entrepris des actions, notamment la relance de l'économie prônée par la Politique Générale de l'Etat, en priorisant le rôle du secteur privé lequel constitue un des facteurs clés pour une croissance économique rapide de notre économie, à travers la création des richesses et d'emplois.

Ce qui est d'ailleurs renforcé par la politique globale du Ministère de l'Industrie, du Développement du Secteur Privé et des Petites et Moyennes Entreprises, conformément aux missions attribuées à cette dernière, avec un accent particulier vers les défis à relever pour le développement du secteur privé et celui de l'industrie, et ce, dans une démarche inclusive et participative.

En outre, compte tenu de l'insuffisance de l'épargne nationale, sans pour autant négliger la contribution des investisseurs nationaux, l'Investissement Direct Etranger devrait constituer un important levier de notre croissance économique.

A cet effet, la Suisse a toujours été parmi les principaux partenaires économiques bilatéraux et les différentes missions économiques Suisses venues à Madagascar témoignent de la volonté des autorités et opérateurs économiques Suisses d'investir davantage à Madagascar.

Conscients de l'existence de cette forte potentialité de coopération en matière d'investissement entre les deux pays, les deux Gouvernements ont décidé de signer un Accord sur la Promotion et sur la Protection réciproque des investissements.

Par cet Accord, Madagascar et la Suisse entendent encourager, protéger les investissements étrangers respectifs en vue de stimuler les flux des capitaux et de technologie, et de promouvoir ainsi la prospérité économique des deux Etats.

Tel est le motif de la présente loi.



ASSEMBLEE NATIONALE

LOI n° 2014 - 029

**autorisant la ratification de l'Accord signé le 19 novembre 2008
entre le Gouvernement de la République de Madagascar
et la Confédération Suisse, relatif à la Promotion et la Protection
réciproque des Investissements**

L'Assemblée nationale a adopté en sa séance du 13 novembre 2014, la loi dont la teneur suit :

Article premier : Est autorisée, la ratification par la République de Madagascar, de l'Accord signé le 19 novembre 2008 entre la République de Madagascar et la Confédération Suisse relatif à la Promotion et la Protection réciproque des Investissements et dont le texte est annexé à la présente loi.

Article 2 : La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République.

Elle sera exécutée comme loi de l'Etat.

Antananarivo, le 13 novembre 2014

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,

LE SECRETAIRE,

RAKOTOMAMONJY Jean Max

ACCORD

entre

La République de Madagascar

et

la Confédération SUISSE

concernant la Promotion et la Protection réciproque

des investissements

Préambule

Le Gouvernement de la République de Madagascar et le Conseil fédéral suisse,

Désireux d'intensifier la coopération économique, dans l'intérêt mutuel des deux Etats,

Dans l'intention de créer et de maintenir des conditions favorables aux investissements des investisseurs d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie contractante,

Reconnaissant la nécessité d'encourager et de protéger les investissements étrangers en vue de stimuler les flux de capitaux et de technologie, et de promouvoir ainsi la prospérité économique des deux pays,

Convaincus que ces objectifs peuvent être atteints sans abaisser les normes d'application générale relatives à la santé, à la sécurité et à l'environnement

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}

Définitions

Aux fins du présent Accord :

(1) Le terme «*investissement*» désigne toutes les catégories d'avoirs et inclut en particulier, mais non exclusivement :

(a) La propriété des biens meubles et immeubles ainsi que tous les autres droits réels, tels que servitudes, charges foncières, gages immobiliers et mobiliers, usufruits et tous **les droits analogues** ;

(b) les actions, parts sociales et autres formes de participation dans *des sociétés*;

- (c) les créances monétaires et droits à toute prestation ayant valeur économique ;
- (d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle (tels les brevets d'invention, modèles d'utilité, dessins ou modèles industriels, marques de fabrique ou de commerce, marques de service, noms commerciaux, indications de provenance), le savoir-faire et la clientèle ;
- (e) les concessions de droit public y compris les concessions de prospection, d'extraction ou d'exploitation de ressources naturelles ainsi que tout autre droit conféré par la loi, par contrat ou par décision de l'autorité en application de la loi.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à l'agrément donné, le cas échéant, en ce qui concerne les avoirs investis à l'origine.

- (2) Le terme «*investisseur*» désigne, en ce qui concerne chaque Partie Contractante :
 - (a) les personnes physiques, qui conformément à la législation de cette Partie Contractante, sont considérées comme ses nationaux ;
 - (b) les entités juridiques, y compris les sociétés, les sociétés enregistrées, les sociétés de personnes et autres organisations, qui sont constituées ou organisées de toute autre manière conformément à la législation de cette Partie Contractante et qui exercent des activités économiques réelles sur le territoire de la même Partie Contractante.
- (3) Le terme «*revenus*» désigne les montants issus d'un investissement et englobe en particulier, mais non exclusivement, les bénéfices, les intérêts, les gains en capital, les dividendes, les redevances et les rémunérations.
- (4) Le terme «*territoire*» inclut la zone maritime de la Partie Contractante concernée, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de la Partie Contractante concernée et sur lesquels celle-ci a, en conformité avec le droit international, des droits souverains ou une juridiction.

Article 2

Champ d'application

Le présent Accord est applicable aux investissements effectués sur le territoire d'une Partie Contractante **conformément à ses lois et règlements** qui sont détenus ou contrôlés, directement ou indirectement, par des investisseurs de l'autre Partie Contractante. Il s'applique à de tels investissements, effectués avant ou après son entrée en vigueur, mais ne s'applique pas aux différends relatifs à des faits survenus avant cette date.

Article 3

Encouragement, admission

- (1) Chaque Partie Contractante encouragera, dans la mesure du possible, les investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante, y compris par l'échange d'informations entre les Parties Contractantes sur les possibilités d'investissement conformément à ses lois et règlements.
- (2) Lorsqu'elle aura admis un investissement sur son territoire, chaque Partie Contractante délivrera conformément à ses lois et règlements, tous les permis et autorisations nécessaires en relation avec cet investissement, y compris ceux qui sont requis pour l'exécution de contrats de licence, d'assistance technique, commerciale ou administrative et pour les activités des cadres dirigeants et des spécialistes choisis par l'investisseur.
- (3) Chaque Partie Contractante publiera **rapidement** ou rendra autrement publiquement accessibles ses lois, règlements, procédures et décisions administratives d'application générale, ainsi que les accords internationaux qui sont susceptibles d'affecter les investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante.

Article 4

Protection et traitement général

- (1) Chaque Partie Contractante accordera aux investissements effectués sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie Contractante, un traitement juste et équitable, ainsi qu'une protection et une sécurité complètes constantes. Aucune Partie Contractante n'entravera d'une quelconque manière, par des mesures injustifiées ou discriminatoires, l'exploitation, le management,

l'entretien, l'utilisation, la jouissance, l'accroissement ni l'aliénation de tels investissements.

- (2) ***Aucune disposition du présent Accord ne sera interprétée comme empêchant une Partie Contractante de prendre toute mesure qui, par ailleurs conforme au présent Accord, vise l'intérêt public, telles les mesures se rapportant à la santé, à la sécurité ou à l'environnement.***

Article 5

Traitement national et traitement de la nation la plus favorisée

- (1) Chaque Partie Contractante accordera sur son territoire, aux investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements de ses propres investisseurs ou aux investissements des investisseurs d'un quelconque Etat tiers, le traitement le plus favorable à l'investisseur en cause étant déterminant.
- (2) Chaque Partie Contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie Contractante, en ce qui concerne l'exploitation, le management, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou l'aliénation de leurs investissements, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs d'un quelconque Etat tiers, le traitement le plus favorable à l'investisseur en cause étant déterminant.
- (3) Si une Partie Contractante accorde des avantages particuliers aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu d'un accord établissant une zone de libre-échange, une union douanière ou un marché commun ou en vertu d'un accord pour éviter la double imposition, elle ne sera pas tenue d'accorder de tels avantages aux investisseurs de l'autre Partie Contractante.

Article 6

Libre transfert

- (1) Chaque Partie Contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie Contractante le transfert sans restriction ni délai, dans une monnaie librement convertible, des montants afférents à leurs investissements, en particulier, mais non exclusivement :
- (a) des revenus ;

- (b) des montants liés à des obligations contractuelles y compris les contrats de prêt ;
 - (c) des montants destinés à couvrir les frais de management de l'investissement ;
 - (d) des salaires et autres rémunérations de personnel engagé à l'étranger en relation avec l'investissement ;
 - (e) du capital initial et des apports supplémentaires de capitaux nécessaires au maintien ou au développement de l'investissement ;
 - (f) du produit de la vente ou de la liquidation partielles ou totales de l'investissement, y compris les plus-values éventuelles ;
 - (g) des paiements découlant des articles 7 et 8 du présent Accord.
- (2) A moins qu'il n'en soit convenu autrement avec l'investisseur, les transferts auront lieu au taux de change applicable à la date du transfert conformément aux règles de change en vigueur de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été effectué.
- (3) ***Un transfert sera considéré comme ayant été effectué «sans délai» lorsqu'il aura été réalisé dans une période considérée comme normale pour l'accomplissement des formalités de transfert. Ladite période commencera le jour de la présentation de la demande de transfert et n'excédera en aucun cas trois mois***

Article 7

Expropriation, indemnisation

- (1) Aucune Partie Contractante ne prendra, directement ou indirectement, des mesures d'expropriation, de nationalisation ou toute autre mesure ayant le même caractère ou ***des effets équivalents***, à l'encontre des investissements d'investisseurs de l'autre Partie Contractante, si ce n'est pour des raisons d'intérêt public et à condition que ces mesures ne soient pas discriminatoires, qu'elles soient conformes aux prescriptions légales et qu'elles donnent lieu au paiement d'une ***indemnité adéquate et effective***. L'indemnité ***correspondra*** à la valeur marchande de l'investissement exproprié immédiatement avant que la décision d'expropriation ne soit annoncée ou quelle ne soit connue dans le public, le premier de ces événements étant déterminant. Le montant de l'indemnité sera réglé dans une monnaie convertible et versé sans retard injustifié à l'ayant droit, sans égard à sa résidence ou à son domicile.

- (2) L'investisseur concerné par l'expropriation aura le droit, selon la loi de la Partie Contractante qui exproprie, de faire procéder à un prompt examen, par une autorité judiciaire ou une autre autorité indépendante de cette Partie Contractante, de son cas et de l'estimation de son investissement conformément aux principes énoncés dans le présent article.
- (3) Si une Partie Contractante exproprie les avoirs d'une société enregistrée ou constituée conformément à la législation en vigueur sur une partie quelconque de son territoire et dans laquelle des investisseurs de l'autre Partie Contractante possèdent des parts, elle garantira, dans la mesure nécessaire et conformément à sa législation, que l'indemnité visée **à l'alinéa (1)** du présent article soit versée à ces investisseurs.

Article 8

Compensation des pertes

Les investisseurs d'une Partie Contractante dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence, d'une révolte, insurrection, troubles civils ou autres événements similaires survenus sur le territoire de l'autre Partie Contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement conforme à l'article 5 du présent Accord en ce qui concerne la restitution, l'indemnisation, la compensation ou tout autre règlement.

Article 9

Autres engagements

Chaque Partie Contractante se conformera à toute autre obligation à laquelle elle a souscrit à l'égard d'un investissement spécifique d'un investisseur de l'autre Partie Contractante, et à laquelle l'investisseur pouvait se fier de bonne foi en effectuant, en acquérant ou en accroissant un investissement.

Article 10

Dispositions plus favorables

Si des dispositions de la législation d'une Partie Contractante ou des règles de droit international accordent aux investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante un traitement plus favorable que celui qui est prévu par le présent Accord, elles prévaudront sur ce dernier dans la mesure où elles sont plus favorables.

Article 11

Principe de subrogation

Si une Partie Contractante ou un organisme désigné par elle a effectué un paiement en vertu d'une garantie financière contre des risques non commerciaux concernant un investissement de l'un de ses investisseurs sur le territoire de l'autre Partie Contractante, cette dernière reconnaîtra les droits de la première Partie Contractante selon le principe de subrogation dans les droits de l'investisseur.

Article 12

Différends entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante

- 1) Afin de trouver une solution aux différends relatifs à des investissements entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante, et sans préjudice de l'article 13 du présent Accord (Différends entre les Parties contractantes), des consultations auront lieu entre les parties concernées.
- (2) Si ces consultations n'apportent pas de solution dans les six mois à compter de la demande écrite de les engager, l'investisseur pourra soumettre le différend soit aux juridictions judiciaires ou administratives de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été effectué soit à l'arbitrage international. Dans ce dernier cas, l'investisseur aura le choix entre ::
 - (a) le Centre International pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), institué par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington le 18 mars 1965 (ci après la « Convention de Washington »); et

- (b) un tribunal arbitral ad hoc qui, à moins que les parties au différend n'en disposent autrement, sera constitué conformément au règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies.
- (3) Chaque Partie Contractante donne son consentement à la soumission à l'arbitrage international de tout différend relatif à l'investissement.
- (4) Une société qui a été enregistrée ou constituée conformément aux lois en vigueur sur le territoire d'une Partie Contractante et qui, avant la naissance du différend, était contrôlée par des investisseurs de l'autre Partie contractante, sera considérée, au sens de l'article 25 (2) (b) de la Convention de Washington, comme une société de l'autre Partie Contractante.
- (5) La Partie Contractante qui est partie au différend ne pourra, à aucun moment de la procédure, exciper de son immunité ou du fait que l'investisseur a reçu, en vertu d'un contrat d'assurance, une indemnité couvrant tout ou partie du dommage subi.
- (6) Aucune Partie Contractante ne poursuivra par la voie diplomatique un différend soumis à l'arbitrage international, à moins que l'autre Partie Contractante ne se conforme pas à, la sentence arbitrale.
- (7) La sentence arbitrale sera définitive et obligatoire pour les parties au différend; elle sera exécutée sans délai conformément à la législation de la Partie Contractante concernée.

Article 13

Différends entre les Parties Contractantes

- (1) Les différends entre les Parties Contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application des dispositions du présent Accord seront, si possible, réglés par la voie diplomatique.
- (2) Si les deux Parties Contractantes ne parviennent pas à un règlement dans les six mois **à partir du moment où le différend a été soulevé par l'une ou l'autre Partie Contractante**, ce dernier sera soumis, à la requête de l'une ou l'autre Partie Contractante, à un tribunal d'arbitral composé de trois membres. Chaque Partie Contractante désignera un arbitre et les deux arbitres ainsi désignés nommeront un président, qui sera ressortissant d'un Etat tiers.
- (3) Si l'une des Parties Contractantes n'a pas désigné son arbitre et n'a pas donné suite à l'invitation adressée par l'autre Partie Contractante de procéder dans les deux mois à cette désignation, l'arbitre sera nommé, à la requête de cette dernière Partie Contractante, par le Président de la Cour Internationale de Justice.

- (4) Si les deux arbitres ne peuvent se mettre d'accord sur le choix du président dans les deux mois suivant leur désignation, ce dernier sera nommé, à la requête de l'une ou l'autre Partie Contractante, par le Président de la Cour Internationale de Justice.
- (5) Si dans les cas visés aux alinéas (3) et (4) du présent article, le Président de la Cour Internationale de Justice est empêché d'exercer cette fonction ou s'il est ressortissant de l'une des Parties Contractantes, les nominations seront faites par le Vice-président et, si ce dernier est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties Contractantes, elles seront par le membre le plus ancien de la Cour qui n'est pas ressortissant d'aucune des parties contractantes.
- (6) A moins que les Parties Contractantes n'en disposent autrement, le tribunal fixera ses propres règles de procédure. Chaque Partie Contractante supportera les frais de son membre du tribunal et sa représentation à la procédure d'arbitrage. Les frais du Président et les frais restants seront supportés à parts égales par les parties Contractantes, à moins que le tribunal arbitral n'en décide autrement.
- (7) Les décisions du tribunal seront définitives et obligatoires pour chaque Partie Contractante.

Article 14

Dispositions finales

- (1) Le présent Accord entrera en vigueur le jour où les deux Gouvernements se seront notifiés que les formalités légales requises pour l'entrée en vigueur d'accords internationaux ont été accomplies ; il restera valable pour une durée de dix ans. S'il n'est pas dénoncé par écrit avec un préavis de six mois avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme renouvelé aux mêmes conditions pour une durée de deux ans, et ainsi de suite.
- (2) En cas de dénonciation, les dispositions des articles 1 à 13 du présent Accord continueront de s'appliquer pendant une période supplémentaire de dix ans aux investissements effectués avant son expiration.
- (3) Le présent Accord remplace les articles 7 (« Protection des investissements ») et 8 (« Clause arbitrale visant la protection des investissements ») de l'« Accord de Commerce, de protection des investissements et de coopération technique du 17 mars 1964 entre la Confédération suisse et **la République de Madagascar** ».

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à _____, le _____ en deux originaux, en langue
français.

Pour le Gouvernement de la République
suisse
de Madagascar

Pour le Conseil fédéral

FIFANARAHANA IFANAOVAN'NY REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA

SY NY KONFEDERASIONA SOISY

MIKASIKA NY FAMPIROBOROBOANA SY

NY FIAROVANA IFAMALIAN'NY ANDANINY SY ANKILANY NY FAMPISAM-BOLA
HAMOKARANA

Savaranonando

Ny Governemantan'ny Repoblikan'i Madagasikara sy ny Filankevitra federaly soisa, izay

Maniry hanamafy ny fiaraha-miasa ara-toekarena ho tombontsoan'ny Firenena roa tonta,

Ho fametrahana sy fikajiana ny fepetra manome vahana ny fampiasam-bolan'ny mpampiasa volan'ny Andaniny mpifanaiky eo amin'ny tanim-pirenen'ny Ankilany mpifanaiky,

Miaiky fa ilaina ny fandrisiona sy ny fiarovana ny fampiasam-bola vahiny mba handrisiona ny fitosahan'ny renivola sy ny haitao, ary hampanjariana araka izany ny fahombiazan'ny toekaren'ny Firenena roa tonta,

Resy lahatra fa ireo tanjona ireo dia ho tratra tsy ilana fileferana amin'ny fenitra ankapobeny ampiharina amin'ny fahasalamana, ny filaminana ary ny tontolo iainana.

Dia manao izao fifanekena izao:

Andininy voalohany

Famaritana

Araka izao fifanekena izao:

(1) Ny teny hoe «fampiasam-bola» no anondroana ireo sokajinà fananana ka tafiditra indrindra saingy tsy hoe manontolo, amin'ny:

- (a) fanana-manaraka sy fanana-mifaka, mbamin'ny zo hisitraka amin'ny fanana-manaraka na fanana-mifaka toy ny faritra voadidy hifampitsimbinana (servitudes), ny saram-pizakan-tany, fanana-manara sy fanana-mifaka atao antoka, ny fisitrahana vonjimaika (usufruits) sy ny zo mitovitovy amin'zany;
- (b) ireo renivola, petra-bola sy ireo fomba hafa andraisana anjara ao amin'ny sosaety;
- (c) famoronam-bola sy ireo vola azo amin'ny fisahanan-draharaha ara-toekarena;
- (d) ny zon'ny mpamorona, ny zon'ny avy amin'ny famoronana ara-indostrialy (toy ny birenty, ny maodely, ny sary sy ny maodely indostrialy, marika entana na varotra, marika taoraha, anarana ara-barotra, filazana izay niavian'ny entana), ny fahaiza-manao ary ny mpanjifa;
- (e) ny fanomezan'ny fanjakana alalana hisahana fananana ka ao anatin'izany ny fanomezana alalana hisahana ny fitsirihana, ny fakana na ny fitrandrahana ny harena voajanahary, ary koa izay zo hafa omen'ny lalàna, avy amin'ny fifanekena na avy amin'ny fanapahan-kevitra ny manampahefana ho fampiharana ny lalàna.

Amin'izay mikasika ny fananana natao fampiasam-bola tany am-boalohany , raha toa ka misy izany, dia tsy manova ny fiheverana azy ho fampiasam-bola ny fanovàna endrika ny fampidirana ho fampiasam-bola ny fananana raha toa izany ka tsy mifanohitra amin'ny fankatoavana voafaritana.

(2) ny teny hoe «mpampiasa vola» no anondroana, amin'izay mahakasika ny Andaniny sy ankilany mpifanaiky:

(a) ireo vatantenan'olona izay heverina ho olom-pireneny araka ny didy aman-dalan'io Andaniny Mpifanaiky io;

(b) ny fikambanana, ka isan'izany ny sosaety, ireo sosaety voarakitra anaty rejisitra, ireo fikambanan'olon-tsotra ary lamina hafa, izay natsangana na napetraka araka ny didy aman-dalànan'io Andaniny Mpifanaiky io ary misahana asa fihariana marina eo amin'ny tanim-pirenen'io Andaniny Mpifanaiky io.

(3) ny teny hoe «fidiram-bola» no anondroana ny vola avy amin'ny fampiasam-bola iray ka mahasahana indrindra, saingy tsy manontolo, ny tombombarrotra, ny zanabola, ny renivola, ny zara tombony, ny haba sy ny tamby.

(4) ny teny hoe «tanim-pirenena» dia mahasahana ny fari-dranomasin'ilay Mpifanaiky, izay voafaritra etoana ho faritra ara-toekarena sy rambon-tany (plateau continental) izay mivelatra any ivelan'ny fari-dranomasin'ilay mpifanaiky sy ananany zo feno na fahefam-pitsarana, araka ny lalàna iraisam-pirenena.

Andininy faha-2

Sehatra ampiharana

Ity Fifanekena ity dia mihatra amin'ireo fampiasam-bola tontosaina eo amin'ny tanim-pirenen'ny Andaniny mpifanaiky iray araka ny lalàna sy ny fitsipika ao aminy, ka ny mpampiasa volan'ny Ankilany mpifanaiky no tompon'izany na ny mifehy azy, ankolaka na mivantana. Mihatra amin'ny fampiasam-bola toy izany izy, na amin'ireo natao taloha na ireo taorian'ny fidirany hanan-kery, saingy tsy mihatra amin'ny fifanolanana mikasika ireo trangan-javatra nisy talohan'io daty io.

Andininy faha-3

Fandrisihana, fandraisana

- (1) Raha mbola azo atao koa dia ny Mpifanaiky tsirairay no handrisika ny fisiana eo amin'ny tanim-pireneny ny fampiasam-bolan'ny mpampiasa vola avy amin'ny Ankilany mpifanaiky, ka ao anatin'izany ny fifanakalozam-baovao eo amin'ny samy Mpifanaiky momba izay mety hahafahana mampiasa vola, ary handray izany fampiasam-bola izany araka ny lalàna sy ny fitsipika misy eo aminy.
- (2) Rehefa ekeny ny hanaovana fampiasam-bola eo amin'ny tanim-pireneny dia omen'ny Mpifanaiky tsirairay, araka ny lalàna sy fitsipika misy ao aminy, izay fanomezan-dalana sy alalana ilaina mifandraika amin'izany fampiasam-bola izany, ka isan'izany ireo takina amin'ny fanatanterahana fifanekena ho amin'ny fahazoan-dalana, tantsoroka teknika, ara-barotra na ara-pitantanan-draharaha, ary ho an'ny lahasan'ny mpitantana ambony sy ireo mpahay manokana nofidin'ilay mpampiasa vola.
- (3) Ny Mpifanaiky tsirairay dia hamoaka haingana ampahibemaso na hanao izany amin'ny fomba hafa mba ho azon'ny besinimaro ny lalàna ao aminy, ny fitsipika, ireo paika arahina sy fanapahan-kevitra mahafaobe eo amin'ny fitantanan-draharaha, ary koa ireo fifanarahana iraisam-pirenena mety hahakasika ireo fampiasam-bolan'ny mpampiasa volan'ilay Ankilany Mpifanaiky.

Andininy faha-4

Fiarovana sy fikarakarana ankapobeny

- (1) Mahazo fikarakarana marina sy ara-drariny avy amin'ny Mpifanaiky tsirairay ireo fampiasam-bola ataon'ny mpampiasa vola avy amin'ny Ankilany mpifanaiky eo amin'ny tanim-pireneny, ary koa fiarovana sy filaminana feno sy maharitra. Tsy azon'ny Mpifanaiky atao ny manembatsembana ny

fitrandrahana, ny haifitondran-draharaha,ny fikojakojana,ny fampiasana, ny fisitrahana, ny fampitomboana na ny famindran-tompo izany fampiasam-bola izany na amin'ny fomba inona na amin'ny fomba inona, tsy ahoan-tsy ahoana na manavakavaka.

(2) Ity Fifanekena ity dia tsy azo adika mihitsy ho fisakanana ny Mpifanaiky amin'ny fandraisany izay fepetra mifanaraka koa amin'izao Fifanekena izao ka mikendry ny tombontsoan'ny rehetra, toy ireo fepetra mahakasika ny fahasalamana, ny filaminana na ny tontolo iainana.

Andininy faha-5

Fikarakarana eo anivon'ny firenena

sy fikarakarana ho an'ny firenena omena tombon-dahiny

(1) Ny Mpifanaiky tsirairay dia hanome eo amin'ny tanim-pireneny fikarakarana ho an'ny fampiasam-bolan'ny mpampiasa vola avy amin'ny Ankilany mpifanaiky izay tsy latsaka amin'izay ataony amin'ny fampiasam-bolan'ny mpampiasa vola ao aminy na amin'ny fampiasam-bolan'ny firenen-kafa, ka ny fikarakarana manome tombon-dahiny ilay mpampiasa vola no mamaritra izany.

(2) Ny Mpifanaiky tsirairay dia hanome fikarakarana tsy latsaka izay ataony amin'ny mpampiasa vola ao aminy na amin'ny mpampiasa volan'ny Firenen-kafa, amin'izay mikasika ny fitrandrahana, ny haifitondrana, ny fikojakojana, ny fampiasana, ny fisitrahana na ny famindran-tompo ny fampiasam-bola ataon'izy ireo, ka ny fikarakarana manome tombon-dahiny ilay mpampiasa vola no mamaritra izany.

(3) Raha toa ka misy Andaniny mpifanaiky manaiky hanome tombontsoa manokana ho an'ny mpampiasa volan'ny Firenen-kafa avy amin'ny fifanekena mametraka ny fifanakalozana malalaka, fivondronana ho fifehezana ny haban-tseranana na varotra iombonana, na noho ny fifanekena iray natao hialana amin'ny fakan-ketra fanindroany, dia tsy terena izy hanome izany tombontsoa izany ho an'ilay Ankilany mpifanaiky.

Andininy faha-6
Famindrana malalaka

- (1) Ny Mpifanaiky tsirairay dia manaiky ny famindrana tsy misy fepetra na hataka andro, amin'ny vola azo atakalo malalaka, ireo vola mifandraika indrindra saingy tsy manontolo,amin'ny fampiasam-bola ataon'izy ireo,dia :
- (a) ny vola miditra ;
 - (b) ireo vola mifandraika amin'ny vola tsy maintsy aloa amin'ny fifanekena, isan'izany ny fifanekena fampisamboram-bola ;
 - (c) ireo vola natokana hisahanana ny saran'ny fiadidiana ny fampiasam-bola;
 - (d) ny karama sy ireo tamby ho an'ny mpiasa nampiasaina any ivelany mikasika ny fampiasam-bola;
 - (e) ny renivola eo am-piaingana sy ny anjarabiriky amin'ny fanampin-drenivola ilaina amin'ny fikajiana sy fampiroborobona ny fampiasam-bola;
 - (f) ny vokatry ny varotra na ny famaranana amin'ny ampahany na manontolo ny fampiasam-bola, ka isan'izany izay mety ho tombontsanda;
 - (g) ny fandoavam-bola avy amin'ny andininy faha-7 sy faha-8 ato amin'ity Fifanekena ity.
- (2) Raha tsy hoe efa nisy zavatra hafa nifanarahana tamin'ilay mpampiasa vola, ny famindrana dia atao amin'ny sandam-pifanakalozana ampiharina amin'ny vaninandron'ny famindrana araka ny fitsipiky ny fifanakalozam-bola vahiny manankery ao amin'ilay Mpifanaiky anaovana ny fampiasam-bola.
- (3) Heverina fa vita tsy ankiandriandry ny famindram-bola rehefa tontosa tao anatin'ny fotoana heverina ho amin'ny tokony ho izy eo amin'ny fanatanterahana ny fombafomba famindrana. Izany fotoana izany dia manomboka eo amin'ny fanehoana ny fangatahana famindrana ka tsy mihoatra ny telo volana.

Andininy faha-7

Fanesorana ny fizaka-manana, fanonerana

- (1) Ny Mpifanaiky tsirairay dia tsy mahazo mandray fepetra, ankolaka na mivantana, fanesorana ny fizaka-manana, fandraisana ho fananam-panjakana na fepetra hafa mitovy endrika na fiantraika amin'izany, ahatra amin'ny fampiasam-bolan'ny mpampiasa volan'ny Mpifanaiky iray hafa, raha tsy hoe noho ny antony tombontsoam-bahoaka ka tsy manavakavaka ireny fepetra ireny, mifanaraka amin'ny zavatra voadidin'ny lalàna sy mitondra any amin'ny fandoavana tambiny mifanentana amin'ny tokony ho izy sy tena tanterahina marina tokoa. Ilay fanonerana dia mifanitsy amin'ny sanda eny an-tsenan'ilay fampiasam-bola nesorina fizaka-manana avy hatrany talohan'ny nanaovana filazana fanesorana fizaka-manana na talohan'ny naha-fanta-bahoaka izany, ka ilay voalohany amin'ireo zava-miseho ireo no fototra entina mamaritra. Vola azo atakalo malalaka no andoavana ny tamby fanonerana ka arotsaka any amin'ny tompon-jo tsy misy fahatarana tsy amin'antony, tsy ijerena izay toerana ofisialy misy azy na izay trano onenany.
- (2) Ny mpampiasa vola voakasiky ny fanesorana fizaka-manana dia afaka , araka ny lalàna misy ao amin'ilay Mpifanaiky manao ny fanesorana fizaka-manana, mampanao fanadihadiana maika ny tomponandrakitra ny fitsarana na ny tomponandraikitra mahaleo tena avy amin'io Mpifanaiky io, momba ny tranga misy azy sy ny toman'ny fampiasam-bolany arakaraka ny ventin-kevitra voalaza ato amin'ity andininy ity.
- (3) Raha toa ka misy Mpifanaiky manaisotra ny fizaka-manana ny fananan'ny sosaety voarakitra anaty rejisitra na voarina araka ny lalàna manankery eo amin'ny tanim-pireneny, ka manana anjara ao ireo mpampiasa vola avy amin'ilay Mpifanaiky hafa, dia iantohany, ao anatin'ny fepetra takina sy araka lalàna ao aminy, ny tsy maintsy handrotsahana any amin'ireo mpampiasa vola ireo ilay tamby fanonerana voalaza ao amin'ny andalana (1) ato amin'ity andininy ity.

Andininy faha-8

Fanentsenana ny fahavoazana

Omen'ny Andaniny Mpifanaiky fikarakarana mifanaraka amin'ny andininy faha-5 ato amin'ity Fifanekena ity mikasika ny famerenana, ny fanomezana tamby fanonerana, fanentsenana na fikarakarana hafa ireo mampiasa volan'ny Ankilany Mpifanaiky manana fampiasam-bola tra-pahavoazana noho ny ady na noho ny fifandonana mitam-piadiana hafa, fiovam-pitondrana mahery vaika, fotoam-pahamaizana, fikomiana, fikorontanam-bahoaka na izay zava-misy hafa mitovy amin'izany miseho eo amin'ny tanim-pirenen'ilay Andaniny Mpifanaiky.

Andininy faha-9

Fifanekena hafa

Ny Mpifanaiky tsirairay dia manaraka izay andraikitra voadidy hoefaina efa nekeny momba ny fampiasam-bola manokan'ny mampiasa avy amin'ny Mpifanaiky ankilany, ka efa nitokisan'io mpampiasa vola io tamin'ny toetra mendrika ananany ka nanaovany, nandraisany na nampitomboany fampiasam-bola.

Andininy faha-10

Fepetra manome vahana kokoa

Raha toa ka misy fepetra ao amin'ny didy aman-dalànan'ny Mpifanaiky andaniny na fitsipiky ny lalàna iraisam-pirenena ahazoan'ny fampiasam-bola ataon'ny mpampiasa volan'ny Mpifanaiky ankilany fikarakarana manome vahana kokoa noho izay voatsinjo ato anatin'ity Fifanekena ity, dia io no manan-danja noho ity farany rehefa hita fa ahazoana vahana kokoa izy.

Andininy faha-11

Ventin-kevitry ny fisoloana

Raha toa ka misy Ankilany Mpifanaiky iray na orindraharana iray notendreny handoa vola ho antoka ara-bola iadiana amin'ny fahavoazana tsy ara-barotra mety hitranga mikasika ny fampiasam-bola ataon'ny iray amin'ireo mpampiasa volany eo amin'ny tanim-pirenen'ny Mpifanaiky ankilany, dia eken'ity farany ny zon'ilay Mpifanaiky voalohany araka ny ventin-kevitry ny fisoloana (subrogation) eo amin'ny zon'ilay mpampiasa vola.

Andininy faha-12

Fifanolanana eo amin'ny Andaniny Mpifanaiky

sy ny mpampiasa vola avy amin'ny Ankilany Mpifanaiky

- (1) Mba hahitana vahaolana amin'ny fifanolanana mahakasika ny fampiasam-bola eo amin'ny Andaniny Mpifanaiky sy ny mpampiasa vola avy amin'ny Ankilany Mpifanaiky, sy tsy anohinana ny fampiharana ny andininy faha-13 amin'ity Fifanekena ity (Fifanolanana eo amin'ny samy Mpifanaiky), dia misy ny fifampidinihana eo amin'ireo ankolafy voakasika.
- (2) Raha toa ka tsy mitondra vahaolana ao anatin'ny enim-bolana miantomboka eo amin'ny fangatahana an-tsoratra hanaovana azy izany fifampidinihana izany dia azon'ilay mpampiasa vola alefa any amin'ny fitsarana mpamoaka didy na any amin'ny fitsarana misahana ny ady ifanaovana amin'ny Fanjakana an'ilay Mpifanaiky isian'ilay fampiasam-bola ny fifanolanana. Amin'ity farany ity dia misafidy ilay mpampiasa vola amin'ny:
 - (a) Foibe iraisam-pirenena ho amin'ny fandaminana ny fifanolanana mahakasika ny fampiasam-bola (CRDI), naorina avy amin'ny Fifanarahana ho amin'ny fandaminana ny fifanolanana mahakasika ny fampiasam-bola misy eo amin'ny Fanjakana sy ireo teratanin'ny Firenen-kafa, napetraka hosoniavina tao Whashington tamin'ny 18 marsa 1965 (voaresaky ny «Fifanarahan' I Washington» etsy ambany); sy

- (b) Fitsarana mpanelanelana manokana izay haorina araka ny fitsipi-panelanelanan'ny Vaomieran'ny Firenena mikambana ho an'ny Lalàna ara-barotra iraisam-pirenena (CNUDCI), raha ohatra ka tsy mitady ny hafa noho izay ireo ankolafy voakasiky ny fifanolanana.
- (3) Samy eken'ireo Mpifanaiky ny itondrana any amin'ny fanelanelanana iraisam-pirenena izay olana rehetra mahakasika fampiasam-bola iray.
- (4) Ny sosaety voarakitra anaty rejisitra na naorina araka ny lalàna manankery eo amin'ny tanim-pirenen'ny Andaniny Mpifanaiky sy nofehezin'ny mpampiasa vola avy amin'ny Ankilany Mpifanaiky talohan'ny nitrangan'ny fifanolanana, dia raisina ho sosaetin'ny Ankilany Mpifanaiky, araka ny zava-boarakitry ny andininy faha-25 (b) ao amin'ny Fifanarahan'i Washington.
- (5) Eo amin'ny paikam-pitsarana dia tsy mahazo tombontsoa manokana amin'ny fananany zo tsimatimanota na noho ny nanaovany fifanekem-piantohana ahazoana tambim-panonerana mahasahana amin'ny ampahany na manontolo ny fahavoazana ilay mpifanaiky tafiditra ao amin'ny fifanolanana.
- (6) Tsy misy Mpifanaiky mahazo manohy amin'ny fomba diplaomatika ny fifanolanana efa nentina tamin'ny fanelanelanana iraisam-pirenena raha tsy hoe misy Mpifanaiky tsy manaiky ny didin'ny fanelanelanana.
- (7) Raikitra ary tsy maintsy toavin'ny ankolafy isian'ny fifanolanana ny didin'ny fanelanelanana; Izany dia tanterahina tsy misy hataka andro araka ny didy amandalàna misy eo amin'ilay Mpifanaiky voakasiky ny raharaha.

Andininy faha-13

Fifanolanana eo amin'ny samy Mpifanaiky

- (1) Raha azo atao dia karakaraina amin'ny fomba diplaomatika ireo fifanolanana eo amin'ny samy Mpifanaiky mikasika ny fandraisana ny hevitra na ny fampiharana ny zava-boalazan'ity Fifanekena ity.
- (2) Raha toa ka tsy vitan'ny Mpifanaiky roa tonta ny mandravona ny raharaha ao anatin'ny enim-bolana manomboka eo amin'ny nampihariharian'ny iray amin'ny Mpifanaiky ny fisian'ny fifanolanana dia aroso any amin'ny fitsarana

fanelanelanana ahitana mpikambana telo izany, rehefa mangataka ny hanaovana izany ny iray amin'ireo Mpifanaiky, ka ireo mpitsara mpanelanelana roa voatendry araka izany no manendry ny filoha izay terataninà Firenen-kafa.

- (3) Raha toa ka tsy nanendry mpitsara mpanelanelana ho azy ny iray amin'ny Mpifanaiky ka tsy namaly ny fitaoman'ny Mpifanaiky ankilany hanao izany ao anatin'ny roa volana manomboka eo amin'ny fotoana fanendrena, dia tendren'ny Filohan'ny Fitsarana iraisam-pirenena (Cour internationale de justice) izany mpitsara mpanelanelana izany, araka ny fangatahan'io Mpifanaiky farany io.
- (4) Raha toa ka tsy vitan'ireo mpitsara mpanelanelana roa ny mifanaraka amin'ny fisafidianana ny filoha tao anatin'ny roa volana manomboka eo amin'ny nanendrena azy ireo, dia Filohan'ny Fitsarana iraisam-pirenena (Cour internationale de justice) no manendry azy araka ny fangatahan'ny iray amin'ny Mpifanaiky.
- (5) Raha toa ka tsy afaka manatanteraka izany andraikitra izany ny Filohan'ny Fitsarana iraisam-pirenena (Cour internationale de justice), na raha toa izy ka teratany avy amin'ny iray amin'ireo Mpifanaiky, dia ny Filoha lefitra no manao ny fanendrena, ary raha tsy afaka ity farany na teratany avy amin'ny iray amin'ireo Mpifanaiky, dia ny mpikambana tranainy indrindra ao amin'io Fitsarana io ka tsy teratany avy amin'ny iray amin'ireo Mpifanaiky no manatanteraka izany.
- (6) Ny Fitsarana ihany no mandraikitra ny paikam-pitsarana ho azy raha tsy hoe efa nisy zavatra hafa nifanarahan'ny Mpifanaiky. Ny Mpifanaiky tsirairay no mizaka ny saram-pandanian'ny mpikambana ao amin'ny fitsarana sy ny fisoloan-tenany ao amin'ny paika fanelanelanana. Ifanasahan'ny Mpifanaiky ny saram-pandanian'ny Filoha sy ireo sara ambiny, raha tsy hoe nisy fanapahan-kevitra hafa noraisin'ny fitsarana fanelanelanana.
- (7) Raikitra ary tsy maintsy toavin'ny mpifanaiky tsirairay ny fanapahan-kevitra ny fitsarana.

Andininy faha-14

Fepetra famaranana

- (1) Manankery izao fifanekena izao amin'ny vaninandro ampahafantarana ny Governemanta roa tonta fa tanteraka ireo fombafomba ara-dalàna takina amin'ny fampananan-kery ireo fifanekena iraisam-pirenena; mitoetra ho manankery izany mandritra ny folo taona. Raha toa tsy nisy ny fialana an-tsoratra miaraka amin'ny fampilazana mialoha enim-bolana eo amin'ny fahataperan'io fotoana io dia heverina ho toy ny nohavaozina araka izany mandritra ny roa taona izy io, ary dia toy izany hatrany.
- (2) Raha misy ny fialana dia mihatra hatrany amin'ny fampiasam-bola talohan'ny fifaranany ny zava-boalazan'ny andininy voalohany ka hatramin'ny andininy faha-13 ao amin'ity fifanekena ity mandritra ny fe-potoana fanampiny folo taona.
- (3) Izao fifanekena izao no misolo ny andininy faha-7 («Fiarovana ny fampiasam-bola») sy ny andininy faha-8 («Fepetra fanelanelanana ho fiarovana ny fampiasam-bola») ao amin'ny Fifanekena ara-barotra amin'ny fiarovana ny fampiasam-bola sy ny tantsoroka teknika tamin'ny 17 marsa 1964 ifanaovan'ny Repoblikan'i Madagasikara sy ny Konfederasiona Soisa.

Ireo mpanasonia nahazo alalana ara-dalàna tamin'ny Governemantany avy no nanasonia ity Fifanekena ity araka ireo voalaza ireo.

Natao teto Antananarivo, ny.....
frantsay

Natao matoany roa amin'ny teny

Ho an'ny Governemantan'ny
Repoblikan'i Madagasikara

Ho an'ny Filankevitra federaly soisa